Mouvement des Entreprises de France

Pour une réussite économique française et européenne

Publié le 11 juin 2024

Le résultat des élections législatives sera déterminant pour assurer un avenir économique dans lequel les entreprises pourront continuer à se développer et à créer de l'emploi.

Le Medef, qui représente 200 000 entreprises de toutes tailles et dans tous les secteurs d'activité, rassemblant 10 millions de salariés, entend réaffirmer la position économique qui a toujours été la sienne : il soutiendra les projets favorables aux réformes économiques et à l'ambition européenne, dans le respect de la démocratie sociale.

1 - La France a besoin de cohérence et de stabilité économique.

Grâce aux entreprises qui innovent et investissent, qui embauchent et prennent des risques, la France a généré plus de deux millions d'emplois depuis sept ans ; plus d'un million d'entreprises ont été créées en 2021, en 2022 et en 2023, un chiffre en hausse de 70 % ; notre pays est depuis cinq ans à la première place européenne en termes d'accueil de projets d'investissements étrangers.

Ces résultats sont fragiles. Il est indispensable de poursuivre les réformes pour les consolider et les approfondir.

Il nous faut donc :

- Augmenter le taux d'emploi en poursuivant la réforme du marché du travail et en menant la bataille pour l'orientation des jeunes et la formation.
- Renforcer la compétitivité de nos entreprises en confirmant la baisse des impôts de production, en réduisant le poids des charges sociales qui pèsent sur le travail et la création de valeur. C'est indispensable pour être au niveau de nos partenaires européens et permettre de financer la transition écologique.
- Engager un plan massif en faveur de l'innovation par l'augmentation de la part de R&D dans le PIB et la formation de scientifiques.
- Réduire la dette et les déficits publics sans obérer la croissance en fixant un objectif de dépenses publiques, en évaluant systématiquement l'impact économique de toute nouvelle norme légale ou réglementaire et en fixant des indicateurs de performance pour chaque administration.

Certains proposent des mesures économiques contraires à ces objectifs (retour à la retraite à 60 ans ou 62 ans, indexation automatique des salaires sur l'inflation, nationalisation des autoroutes, des banques et des industries dites stratégiques, sortie du nucléaire ou de l'énergie éolienne…) qui se traduiront immanquablement par une nouvelle dégradation de nos finances publiques et par des hausses d'impôt pour les ménages et les entreprises, détériorant le pouvoir d'achat et nos capacités d'investissement. Nous ne pouvons prendre le risque de l'instabilité financière et de la défiance de nos partenaires économiques.

Le Medef demande un approfondissement de réformes économiques capables de soutenir l'activité, l'investissement privé et l'emploi.

2 - La France doit s'inscrire fortement dans le jeu européen.

Les entreprises françaises font face à une compétition internationale de plus en plus vive. L'Union européenne, avec le marché unique et sa force de frappe commerciale, est pour nos entreprises un atout

considérable.

Certains s’opposaient à ce projet, à la liberté de circulation, à la mobilisation de capitaux européens, au principe même de l’échange libre avec nos partenaires commerciaux. Cela serait contraire à l’intérêt économique de la France.

C’est au sein d’une Europe unie que la France sera forte et que ses entreprises pourront se développer et continuer à créer de l’emploi.